

rapport semestriel 2014

econocom


SOMMAIRE

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
I. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	4
1. SITUATION DU GROUPE ET FAITS MARQUANTS	5
2. RÉSULTATS SEMESTRIELS	6
3. PERSPECTIVES	9
4. FACTEURS DE RISQUE ET LITIGES	10
5. ENTREPRISES LIÉES	10
6. RESSOURCES HUMAINES	10
7. VALEUR DE L'ACTION ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT	10
II. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	11
1. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ ET RÉSULTAT PAR ACTION	12
2. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	14
3. ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	16
4. ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	18
5. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	19

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les états financiers semestriels clos au 30 juin 2014 ont été préparés conformément à l'ensemble des normes comptables applicables et donnent une image fidèle des actifs, des passifs, de la situation financière et des résultats de la société et des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion intermédiaire annexé au présent document donne une présentation fidèle des événements importants survenus au cours des six premiers mois de l'exercice financier, de leur impact sur les états financiers, et des principales transactions avec les parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes relatifs aux six mois restants de l'exercice financier.

29 août 2014


Jean-Louis Bouchard
Président d'Econocom

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SOMMAIRE

1. SITUATION DU GROUPE ET FAITS MARQUANTS	5
2. RÉSULTATS SEMESTRIELS	6
3. PERSPECTIVES	9
4. FACTEURS DE RISQUE ET LITIGES	10
5. ENTREPRISES LIÉES	10
6. RESSOURCES HUMAINES	10
7. VALEUR DE L'ACTION ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT	10

|.

1. SITUATION DU GROUPE ET FAITS MARQUANTS

Au cours du premier semestre 2014, le groupe Econocom a concentré ses efforts sur l'intégration d'Osiatis, avec la mise en place d'une nouvelle organisation et la réalisation des premières étapes du plan de synergies.

L'activité du groupe s'est enrichie avec l'entrée au capital en janvier 2014 de la société Digital Dimension, fondée par Georges Croix, dont l'ambition est de devenir un acteur majeur des solutions digitales front office d'entreprises, accessibles en mode cloud et facturées à l'usage.

Le groupe a par ailleurs procédé début janvier 2014, dans un contexte de marché favorable, à l'émission d'une ORNANE («obligations à option de remboursement en numéraire et/ou en actions nouvelles et/ou existantes») pour un montant de 175 millions d'euros, renforçant ainsi sa structure financière et contribuant au financement de sa stratégie de développement.

Au niveau de l'activité, le chiffre d'affaires consolidé est stable à périmètre comparable (- 0,3 %), le deuxième trimestre 2014 ayant été bien orienté avec une croissance organique de près de 3 %.

1.1. VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE SUR LE PREMIER SEMESTRE

Le 6 janvier 2014, Econocom a co-investi aux côtés de Georges Croix (ex PDG de Prosodie) dans la société Digital Dimension, avec l'ambition d'en faire rapidement un acteur majeur dans l'élaboration et le management de solutions digitales innovantes en mode cloud. Le groupe a investi 11 millions d'euros dans cette société et détient 50,1 % du capital.

Digital Dimension a rapidement initié les premières étapes de son plan de développement ambitieux en finalisant sa première opération de croissance externe avec l'acquisition en mai 2014 de 70 % du capital de Rayonnance, spécialiste des solutions mobiles en entreprises (14 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2013 et plus de 20 % de résultat d'exploitation).

Plusieurs opérations de croissance externe ont été conclues depuis le 30 juin 2014. Ces opérations renforcent les compétences du groupe dans des domaines porteurs et/ou de nouvelles géographies. Elles sont détaillées dans la note 11 des états financiers consolidés « Événements postérieurs à la clôture ».

1.2. OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

Le 8 janvier 2014, Econocom Group SA/NV a procédé avec succès au placement d'ORNANE à échéance janvier 2019 pour un montant nominal total de 175 millions d'euros.

Les obligations portent intérêt à un taux nominal annuel de 1,5 %, payable annuellement à terme échu le 15 janvier de chaque année. Elles ont été émises à 100 % du nominal (soit 10,60 euros par obligation) et, à moins qu'elles n'aient déjà été remboursées, converties ou rachetées, elles seront remboursées en numéraire le 15 janvier 2019, au prix de 105,26 % du nominal, correspondant à une prime sur le cours de l'action en date d'émission et un prix de conversion effectifs de respectivement 40 % et 11,16 euros.

En cas d'exercice de leur droit de conversion, les porteurs recevront un montant en espèces correspondant à la valeur acquise et, le cas échéant, un montant payable en actions Econocom nouvelles et/ou existantes pour le solde (avec la possibilité pour le groupe de remettre seulement des actions nouvelles et/ou existantes).

Ces obligations contribueront au financement des ambitions du groupe exprimées dans le plan « Mutation 2013 – 2017 », qu'il s'agisse de croissance externe ou d'investissements internes.

Parallèlement, le groupe a poursuivi sur le premier semestre 2014 le rachat pour plus de 47 millions d'euros des OCEANE émises en mai 2011. Ainsi, l'amortissement anticipé annoncé par le groupe le 12 mai 2014, a conduit à la création de 7 850 228 actions nouvelles (contre 16 000 000 d'actions potentielles lors de l'émission des OCEANE), soit une dilution finale limitée à 6,79 %.

2. RÉSULTATS SEMESTRIELS

2.1. Chiffres clés (non audités)

(en millions €)	S1 2014	S1 2013 (retraité)
Chiffre d'affaires	972,2	792,3
<i>Gestion Administrative et Financière</i>	491,2	489,6
<i>Services</i>	314,0	146,8
<i>Produits et Solutions</i>	167,0	155,9
Résultat opérationnel courant (avant amortissement des incorporels d'acquisition)	30,6	25,1
Résultat opérationnel courant	29,1	24,1
Résultat opérationnel	23,4	21,9
Résultat net, part du groupe	16,3	12,2
Flux de trésorerie opérationnels	26,3	21,4
Capitaux propres part du groupe	274,5	146,1
Trésorerie nette bancaire	45,3	37,1
Endettement net comptable	(175,6)	(82,6)
Gearing	64 %	57 %
Résultat par action (€)		
Résultat par action (€)	0,150	0,130
Résultat par action dilué (€)	0,145	0,120
	30/06/2014	30/06/2013
Nombre d'actions	115 572 590	96 691 588
Valeur de l'action (€)	6,92	5,44
Capitalisation boursière (en millions €)	800	526

Au premier semestre 2014, le groupe Econocom a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 972,2 millions d'euros contre 792,3 millions d'euros au premier semestre 2013, soit une progression de 23 %, reflétant l'entrée du groupe Osiatis dans le périmètre et la bonne dynamique commerciale du second trimestre.

Le résultat opérationnel courant du groupe* s'élève au 30 juin 2014 à 30,6 millions d'euros contre 25,1 millions un an plus tôt soit une progression de 23 %. A périmètre comparable, le résultat opérationnel courant est en retrait de 19 % en raison des travaux de réorganisation de l'activité Services liés à l'intégration d'Osiatis et de la poursuite des investissements du groupe dans le cadre du plan stratégique « Mutation 2013-2017 ».

Le résultat opérationnel du groupe pour le premier semestre 2014 est de 23,4 millions d'euros, contre 21,9 millions l'année dernière à la même période. Les charges et produits non courants, s'élevant à 5,7 millions d'euros, correspondent pour plus de la moitié à des coûts de mise en œuvre des synergies liées à l'intégration d'Osiatis.

Le résultat financier du premier semestre 2014 est impacté d'une part par les coûts relatifs aux OCEANE émises en 2011 (rachetées et converties durant le premier semestre) et les charges d'intérêt des ORNANE émises en janvier, d'autre part par la variation de juste valeur du dérivé. Les coûts obligataires représentent une charge de 6,3 millions d'euros et la variation positive du dérivé lié à l'ORNANE un produit de 5,2 millions d'euros, dû à la baisse relative du cours de l'action au 30 juin 2014 par rapport à la valeur d'émission.

Le résultat net pour le premier semestre 2014 est de 16,3 millions d'euros, ce qui permet une progression du résultat net par action de 15 %.

Les capitaux propres atteignent 274,5 millions d'euros, contre 146,1 millions d'euros à fin juin 2013 (et 259,9 millions d'euros à fin décembre 2013).

Le gearing est de 64 %, en légère augmentation par rapport au 30 juin 2013 (57 %) en raison de l'acquisition du groupe Osiatis et de la création d'une société de refinancement interne pour accélérer le développement de contrats à forte valeur ajoutée.

L'endettement net au 30 juin 2014 s'élève à 175,6 millions d'euros et se décompose comme suit :

Trésorerie brute positive	135,0 M€
Lignes court terme et emprunts bancaire	(89,7) M€
Obligations convertibles (ORNANE)	(166,3) M€
Contrats et créances cédés avec recours	(51,3) M€
Autres dettes	(3,3) M€

*Avant amortissement des marques et de la clientèle ECS.

2.2. Chiffres clés par activité

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant* se répartissent comme suit :

(en millions €)	S1 2014	S1 2013 (retraité)	Variation
Gestion Administrative et Financière	491	490	0 %
Services	314	147	+ 114 %
Produits et Solutions	167	156	+ 7 %
Total Chiffre d'affaires	972	792	+ 23 %

(en millions €)	S1 2014	S1 2013 (retraité)	Variation
Gestion Administrative et Financière	17,8	20,0	- 11 %
Services	10,5	2,6	N/A
Produits et Solutions	2,3	2,5	+ 8 %
Total résultat opérationnel courant	30,6	25,1	+ 22 %

Au premier semestre 2014, l'activité Gestion Administrative et Financière a enregistré un chiffre d'affaires stable à 491 millions d'euros contre 490 millions d'euros un an plus tôt. Cette performance témoigne d'une bonne dynamique des affaires qui a permis de compenser intégralement l'effet de base lié à la signature de très importants contrats aux Pays-Bas au premier semestre 2013. Cette activité porte l'essentiel des investissements réalisés dans le cadre du plan « Mutation 2013 – 2017 » pour développer et promouvoir des solutions digitales dans les quatre secteurs stratégiques choisis par le groupe, à savoir le Retail, l'Education, le Médical et l'Industrie. L'activité Gestion Administrative et Financière reste marquée par une forte saisonnalité avec un poids prépondérant du second semestre, en particulier en terme de résultat.

L'activité Produits et Solutions a enregistré un chiffre d'affaires de 167 millions d'euros, en croissance de 7,1 %. Cette progression atteste de la pertinence du positionnement sur le marché des objets connectés, en particulier dans les domaines de l'Education et du Retail, et aux premiers succès du plan stratégique avec les ventes de nouveaux types de matériels relais de croissance.

L'activité Services a concentré ses efforts sur le processus d'intégration d'Osiatis, avec la mise en place d'une nouvelle organisation et la réalisation des premières étapes du plan de synergies. Ces travaux, ainsi qu'une politique plus sélective dans les affaires, ont pesé sur le chiffre d'affaires qui s'élève à 314 millions d'euros sur le premier semestre 2014, en baisse de 4,6 % à périmètre comparable. La rentabilité est en forte croissance en données publiées du fait de l'acquisition d'Osiatis mais en retrait à périmètre comparable. Cette moindre performance s'explique, outre la baisse du chiffre d'affaires, par la déclinaison de la nouvelle organisation et des synergies liées à l'intégration d'Osiatis qui accusent un retard d'environ trois mois par rapport aux prévisions.

Parallèlement à l'intégration d'Osiatis, le groupe a lancé une initiative majeure en s'associant à Georges Croix dans la société Digital Dimension sur le segment porteur et à forte rentabilité des solutions digitales en mode cloud à destination des entreprises. Cette filiale a d'ores et déjà réalisé les acquisitions des sociétés Rayonnance et ASP Serveur.

*Avant amortissement des marques et de la clientèle ECS.

2.3. Chiffres clés par zones géographiques

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant* se détaillent comme suit :

(en millions €)	S1 2014	S1 2013 (retraité)	Variation
France	516	375	+ 38 %
Benelux	155	188	- 18 %
Europe du Sud	178	159	+ 12 %
Europe du Nord et de l'Est, Amériques	123	70	+ 76 %
Total chiffre d'affaires	972	792	+ 23 %

(en millions €)	S1 2014	S1 2013 (retraité)	Variation
France	10,6	10,2	+ 4 %
Benelux	6,3	6,6	- 5 %
Europe du Sud	11,5	8,8	+ 31 %
Europe du Nord et de l'Est, Amériques	2,2	(0,5)	N/A
Total résultat opérationnel courant	30,6	25,1	+ 22 %

En dehors du Benelux, toutes les zones progressent tant en terme de chiffre d'affaires que de résultat.

La croissance en France est directement liée à l'acquisition stratégique d'Osiatis en 2013 et à la bonne dynamique des activités de Produits et Solutions. A périmètre comparable, le chiffre d'affaires et la rentabilité en France sont en retrait, directement impactés par la réorganisation de l'activité Services liée à l'intégration d'Osiatis.

Le chiffre d'affaires et la rentabilité au Benelux sont pénalisés par un effet de base lié à la signature sur le premier semestre 2013 de contrats de taille très significative en Gestion Administrative et Financière aux Pays-Bas.

L'Europe du Sud a connu un bon semestre tant en chiffre d'affaires (+ 12 %) qu'en résultat opérationnel courant (+ 30 %) grâce principalement à la croissance de l'activité Gestion Administrative et Financière en Italie et à la présence d'Osiatis en Espagne.

L'Europe du Nord et de l'Est retrouve une dynamique commerciale en comparaison avec un premier semestre 2013 qui avait été décevant. Cette croissance est particulièrement marquée en Angleterre dans l'activité Gestion Administrative et Financière. Econocom se développe par ailleurs en dehors de ses marchés historiques. Les Amériques constituent pour le groupe de nouveaux relais de croissance ; en atteste le développement récent des nouvelles filiales nord-américaines et mexicaines qui représentent une contribution positive au chiffre d'affaires de 13 millions d'euros sur le premier semestre 2014.

*Avant amortissement des marques et de la clientèle ECS.

3. PERSPECTIVES

Les chiffres du premier semestre et la bonne dynamique des affaires, permettent à Econocom de confirmer son objectif de chiffre d'affaires annuel supérieur à 2 milliards d'euros et d'anticiper un résultat opérationnel courant de 100 millions d'euros.

4. FACTEURS DE RISQUE ET LITIGES

L'une des filiales françaises de l'activité de Services a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur le Crédit d'Impôt Recherche, et a reçu fin juin une proposition de rectification de l'administration fiscale sur les années 2009 et 2010. La procédure suit son cours et la société, appuyée par ses conseils spécialisés, estime avoir de sérieux arguments pour contester la position de l'administration. A titre d'information, le crédit d'impôt recherche a représenté moins de 3 millions d'euros dans le résultat opérationnel courant du groupe en 2013.

Depuis début 2013, un litige oppose la société Asystel, filiale à 100 % du groupe, au groupe SFR qui envisage de reprendre en direct la gestion des grands comptes de l'offre SFR Business Team au détriment du contrat qui lie les deux entreprises jusqu'en 2015. Asystel a intenté une action contre SFR pour faire valoir ses droits. Les juges de 1ère instance n'ont pas fait droit aux demandes d'Asystel qui a donc fait appel de la décision rendue. La procédure est en cours devant la Cour d'Appel de Paris.

5. ENTREPRISES LIÉES

Il n'y a eu aucun changement significatif concernant les parties liées depuis la publication du rapport annuel 2013.

6. RESSOURCES HUMAINES

Le nombre de collaborateurs du groupe Econocom est de 8 260 au 30 juin 2014, contre 8 195 au 31 décembre 2013.

7. VALEUR DE L'ACTION ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

La valeur de l'action Econocom était de 6,92 € au 30 juin 2014.

La structure actionnariale a évolué comme suit :

	30 juin 2014	31 déc. 2013
Sociétés contrôlées par Jean-Louis Bouchard	40,46 %	44,12 %
Butler Management	6,19 %	6,72 %
Public	53,19 %	48,44 %
Autocontrôle	0,16 %	0,72 %
Total	100 %	100 %

Econocom Group est informé que deux actionnaires, en dehors des Sociétés contrôlées par Jean-Louis Bouchard, dépassent au 30 juin 2014 le seuil de participation de 5 %, il s'agit de Butler Management Ltd (et indirectement WB Finance et Monsieur Walter Butler) et de la société française AXA S.A.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

SOMMAIRE

1. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ ET RÉSULTAT PAR ACTION	12
2. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	14
3. ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	16
4. ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	18
5. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	19

II.

1. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ ET RÉSULTAT PAR ACTION

au 30 juin 2014 et au 30 juin 2013

(en milliers €)	Notes	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013 (retraité)
Produits des activités poursuivies	3	972 177	792 274
Charges opérationnelles	3	(943 067)	(768 178)
Coût des ventes		(638 811)	(591 249)
Frais de personnel		(220 052)	(113 572)
Charges externes		(79 726)	(55 487)
Dotations aux amortissements et dotations/reprises de provisions		778	2 065
Impôts et taxes d'exploitation		(6 294)	(4 379)
Gain (perte) net de valeur sur actifs courants et non courants		556	(2 663)
Autres produits et charges d'exploitation		362	(1 673)
Résultat financier opérationnel		120	(1 220)
Résultat opérationnel courant		29 110	24 096
Autres produits et charges opérationnels non courants	9	(5 696)	(2 212)
Résultat opérationnel		23 414	21 885
Charges financières	8	(6 281)	(2 501)
Variation de juste valeur de l'ORNANE	8	5 282	
Résultat avant impôt		22 415	19 384
Impôts		(6 435)	(7 220)
Résultat net - activités poursuivies		15 980	12 164
Résultat SME		(52)	12
Résultat net consolidé		15 928	12 176
Résultat net - part des minoritaires	5.3.	324	2
Résultat net - part du groupe		16 252	12 179
Résultat net par action - activités poursuivies	5.4.	0,150	0,130
Résultat net par action - activités abandonnées			
Résultat net par action	5.4.	0,150	0,130
Résultat dilué par action - activités poursuivies	5.4.	0,145	0,120
Résultat dilué par action - activités abandonnées			
Résultat net dilué par action	5.4.	0,145	0,120

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(en milliers €)	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Résultat net consolidé	15 928	12 176
Éléments recyclable en résultat net	1 243	(959)
Variation des écarts de conversion	1 243	(959)
Éléments définitivement en capitaux propres		54
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global		54
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	1 243	(905)
Résultat global total pour la période	17 171	11 271
Attribuable au groupe	17 495	11 274
Attribuable aux intérêts minoritaires	(324)	(2)

2. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

au 30 juin 2014

Actif

(en milliers €)	Notes	30 juin 2014	31 déc. 2013 (retraité)
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles nettes		59 918	59 239
Écarts d'acquisition	2.2.	351 508	331 632
Immobilisations corporelles nettes		24 850	21 746
Immobilisations financières		18 283	18 248
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location long terme		58 017	63 462
Autres créances à long terme		2 049	2 045
Impôts différés Actif		22 865	23 859
Total actifs non courants		537 490	520 232
Actifs courants			
Stocks	4.1.	27 431	20 317
Clients et autres débiteurs	4.2.	736 340	712 883
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location court terme		31 859	27 907
Actif d'impôt courant		6 821	7 472
Autres actifs courants		40 156	32 802
Trésorerie et équivalents de trésorerie		135 027	150 139
Total actifs courants		977 634	951 521
Actifs détenus en vue de la vente			
Total bilan actif		1 515 123	1 471 753

Passif

(en milliers €)	Notes	30 juin 2014	31 déc. 2013 (retraité)
Capital	5.1.	21 564	19 874
Primes et réserves		236 667	195 846
Résultat de l'exercice		16 252	44 138
Total capitaux propres - part du groupe		274 483	259 858
Intérêts minoritaires	5.3.	183	112
Total capitaux propres		274 666	259 970
Passifs non courants			
Dettes financières long terme	6	10 298	16 809
Engagement brut de valeurs résiduelles financières long terme		37 805	33 472
Emprunt obligataire long terme	6	163 659	73 924
Provisions long terme		3 911	4 105
Provisions pour retraites et engagements assimilés		31 884	30 658
Autres dettes long terme		20 992	5 756
Impôts différés Passif		11 101	19 313
Total passifs non courants		279 650	184 037
Passifs courants			
Dettes financières court terme	6	134 022	95 559
Engagement brut de valeurs résiduelles financières court terme		10 906	15 298
Emprunt obligataire court terme	6	2 623	3 138
Provisions court terme		29 128	37 676
Passifs d'impôts courants		13 746	10 278
Fournisseurs et autres créditeurs courants	4.3.	641 218	687 607
Autres passifs courants	4.3.	129 165	178 190
Total passifs courants		960 808	1 027 746
Passifs liés aux actifs en cours de cession			
Total bilan passif		1 515 123	1 471 753

3. ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

au 30 juin 2014

(en milliers €)	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013 (retraité)
Résultat net consolidé	15 928	12 176
Élimination du résultat MEE	52	(12)
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	6 272	4 939
Perte de valeur sur immobilisations financières	(140)	
Perte de valeur sur créances commerciales, stocks et autres actifs courants	1 520	3 045
Perte/(gain) sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	121	596
Incidence de variation de juste valeur sur le dérivé ORNANE	(5 282)	
Variation des intérêts résiduels des actifs donnés en location	1 725	(4 063)
Variations des provisions	(7 239)	(6 689)
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions	450	568
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	13 407	10 561
Charge d'impôt constatée	6 435	7 221
Coût de l'endettement financier net	6 369	3 600
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (a)	26 211	21 381
Variation du besoin en fonds de roulement (b)	(111 437)	(35 208)
Impôt décaissé (c)	(9 559)	(5 615)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (a+b+c=d)	(94 785)	(19 442)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles, hors activité de location	(10 283)	(7 904)
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles, hors activité de location	460	197
Acquisition et cession des immobilisations corporelles affectées à l'activité de location	(166)	(23)
Acquisition d'immobilisations financières	(3 653)	(226)
Cession d'immobilisations financières	3 720	3 231
Acquisition de sociétés et d'activités, nette de la trésorerie acquise	(37 344)	(3 549)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement (e)	(47 266)	(8 274)

(en milliers €)	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013 (retraité)
Remboursement des OCEANE	(47 355)	(1 916)
Émission des ORNANE	175 000	
Exercice de stock-options	8 184	
Acquisitions et cession d'actions propres	(21 845)	(11 517)
Variation des engagements bruts de valeurs résiduelles financières	(153)	1 322
Augmentation des dettes financières non courantes		499
Remboursement des dettes financières non courantes	(8 845)	(1 585)
Augmentation des dettes financières courantes	85 781	45 741
Remboursement des dettes financières courantes	(47 008)	(4 217)
Intérêts décaissés	(4 676)	(3 600)
Dividendes décaissés au cours de la période	(12 869)	(9 231)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (f)	126 214	15 495
Incidence des différences de change sur la trésorerie (g)	726	(433)
Variation de la trésorerie (d+e+f+g)	(15 111)	(12 655)
Trésorerie au début de l'exercice	150 139	79 806
Variation de la trésorerie	(15 111)	(12 655)
Trésorerie à la clôture de la période	135 028	67 151

Les principaux mouvements de l'État des flux de trésorerie consolidés sont expliqués dans la note 6.1.

4. ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

au 30 juin 2013 et au 30 juin 2014

	Nombre d'actions	Capital souscrit	Primes d'émission	Actions d'autocontrôle	Autres Réserves	Autres éléments du résultat global	Attribuable au groupe	Intérêts minoritaires	Total
(en milliers €)									
Solde au 1^{er} janvier 2013	96 691 588	17 077	72 530	(9 894)	78 672	(2 277)	156 108	192	156 300
Résultat de l'exercice					12 179		12 179	(2)	12 176
Autres éléments du résultat global de l'exercice, après impôt sur le résultat						(905)	(905)		(905)
Résultat global total du premier semestre 2013					12 179	(905)	11 274	(2)	11 271
Comptabilisation des paiements fondés sur des actions					599		599		599
Paiement de dividendes					(9 279)		(9 279)		(9 279)
Rachats et ventes d'actions propres				(11 537)			(11 537)		(11 537)
Augmentation d'intérêt dans une société intégrée					(1 039)		(1 039)	(311)	(1 350)
Solde au 30 juin 2013	96 691 588	17 077	72 530	(21 431)	81 132	(3 182)	146 126	(121)	146 004
Solde au 1^{er} janvier 2014	106 517 314	19 874	174 989	(6 062)	74 868	(3 811)	259 858	112	259 970
Résultat de l'exercice					16 252		16 252	(324)	15 928
Autres éléments du résultat global de l'exercice, après impôt sur le résultat						1 243	1 243		1 243
Résultat global total du premier semestre 2014					16 252	1 243	17 495	(324)	17 171
Comptabilisation des paiements fondés sur des actions					450		450		450
Conversion et rachat d'OCEANE	9 055 276	1 690	29 187				30 877		30 877
Exercice de stock-options				26 809	(18 625)		8 184		8 184
Paiement de dividendes					(12 904)		(12 904)		(12 904)
Rachats et ventes d'actions propres				(22 191)	261		(21 930)		(21 930)
Opérations affectant les participations minoritaires					(7 548)		(7 548)	395	(7 153)
Solde au 30 juin 2014	115 572 590	21 564	204 176	(1 444)	52 755	(2 568)	274 483	183	274 666

5. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. MÉTHODES COMPTABLES

1.1. Déclaration de conformité et base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés simplifiés pour le semestre clos au 30 juin 2014 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 (Information Financière Intermédiaire). Ils satisfont aux dispositions minimales en matière de contenu et d'informations à fournir, définies dans la norme IAS 34, et, par conséquent, doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos au 31 décembre 2013 tels que publiés dans le rapport annuel 2013.

Les états financiers consolidés du groupe Econocom intègrent les états financiers de la société Econocom Group SA/NV et de ses filiales. Ils sont présentés en milliers d'euros.

Ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 29 août 2014 et n'ont pas fait l'objet d'une revue limitée de la part des commissaires aux comptes.

1.2. Normes comptables nouvelles et amendées, et interprétations

1.2.1. Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne et d'application obligatoire ou pouvant être appliqués par anticipation pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2013.

Pour préparer ses états financiers simplifiés semestriels clos au 30 juin 2014, le groupe Econocom a appliqué les mêmes normes, interprétations et méthodes comptables que celles utilisées pour préparer ses états financiers consolidés pour l'exercice clos au 31 décembre 2013, ainsi que les nouvelles normes, amendements et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2014 tels que décrits dans le tableau ci-dessous.

Le groupe n'a appliqué aucun standard, amendement ou interprétation par anticipation.

1.1.1. Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne et d'application obligatoire ou pouvant être appliqués par anticipation pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

Normes/interprétations	Date d'application UE (1)	Date d'application du groupe prévue	Impacts groupe
<p>IFRS 10 Etats financiers consolidés et amendement IAS 27 Etats financiers séparés. IFRS 10 introduit une nouvelle définition du contrôle reposant sur le pouvoir, l'exposition et les droits à des rendements variables et la capacité d'exercer ce pouvoir afin d'influer sur les rendements. Ils remplacent la norme IAS27</p>	1 ^{er} janvier 2014	1 ^{er} janvier 2014	L'analyse des méthodes de consolidation du Groupe (et notamment de la société Digital Dimension et de ses filiales) découle de la définition du contrôle établie par IFRS10. Pas d'impact sur le périmètre existant au 31 décembre 2013.
<p>IFRS 11 Partenariats et amendements IAS28 Ces textes prévoient deux traitements comptables selon que chaque investisseur ait le contrôle sur l'actif net (coentreprises) ou les actifs (opération conjointe). Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalences et les opérations conjointes à hauteur des quotes-parts des actifs, passifs, produits et charges contrôlés.</p>	1 ^{er} janvier 2014	1 ^{er} janvier 2014	Non applicable au 30 juin 2014.
<p>IFRS 12 Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités Cette nouvelle norme s'applique aux entités qui ont des intérêts dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées ou des entités structurées non consolidées.</p>	1 ^{er} janvier 2014	1 ^{er} janvier 2014	Amendement sans impact sur les comptes.
<p>Amendement IAS 32 Instruments financiers: Présentation - Compensation d'actifs et de passifs financiers Les modifications d'IAS 32 donnent des précisions sur l'application existante des dispositions en matière de compensation. En particulier, elles précisent le sens des expressions « a actuellement un droit juridiquement exécutoire de compensation » et « réalisation et règlement simultanés ».</p>	1 ^{er} janvier 2014	1 ^{er} janvier 2014	Amendement sans impact sur les comptes.
<p>Amendement à IAS 36 « Dépréciation des actifs » - Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers</p>	1 ^{er} janvier 2014	1 ^{er} janvier 2014	Amendement sans impact sur les comptes.
<p>Amendement à IAS 39 Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture</p>	1 ^{er} janvier 2014	1 ^{er} janvier 2014	Amendement sans impact sur les comptes.

Normes/interprétations	Date d'application UE (1)	Date d'application du groupe prévue	Impacts groupe
<p>IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » Guidance relative à la comptabilisation de ces taxes dans les états financiers de l'entité qui paie ces taxes. La question porte sur la date de comptabilisation d'un passif lié au paiement des taxes, autres que l'impôt sur le résultat, en application d'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » . Le fait générateur de l'obligation de payer une taxe résulte de l'exercice de l'activité qui engendre le paiement de cette taxe tel que prévu par la législation. Par exemple, si la taxe est due à raison de la génération de revenus sur la période en cours et si l'assiette de la taxe est basée sur les revenus réalisés au cours de la période antérieure, le fait générateur de la taxe est constitué par la génération de revenus sur la période en cours. La génération de revenus au cours de la période antérieure est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour créer une obligation actuelle. Par exemple, si le fait générateur est que l'entité exerce son activité à une date donnée, la taxe ne sera comptabilisée qu'à cette même date.</p>	<p>17 juin 2014. Une application anticipée est autorisée.</p>	<p>1^{er} janvier 2015 de façon rétrospective.</p>	<p>Le principal impact prévu sur le groupe est la comptabilisation de la contribution sociale de solidarité des entreprises (C3S) en France. Cette taxe actuellement provisionnée lors de l'exercice précédent sa date d'exigibilité pèse pour environ 1,3 M€ dans la situation nette du groupe. Les modalités d'application d'IFRIC 21 conduiraient donc à minorer le résultat avant impôt d'environ 1 M€ dans les comptes de Juin 2014 publiés l'année prochaine, sans modifier le résultat à fin décembre. Par ailleurs, le groupe n'envisage pas de modifier l'information sectorielle des exercices intermédiaires du fait de l'application d'IFRIC 21.</p>

1.3. Changement de méthode comptable

Au 30 juin 2014, le groupe Econocom n'a pas procédé à des changements de méthode comptable en dehors des obligations imposées par les IFRS nouvelles ou amendées applicables à compter du 1^{er} janvier 2014, présentées au point 1.2.1.

1.4. Changements dans le bilan d'ouverture

Des changements de présentation et des reclassifications sont effectués quand ils fournissent une information fiable et plus pertinente pour les utilisateurs des états financiers et que la structure modifiée est susceptible de perdurer, de manière à ne pas affecter la comparabilité. Lorsqu'un changement dans la présentation a une incidence significative, l'information comparative doit aussi être reclassée.

Conformément à la norme IFRS 3, le groupe a réexaminé l'allocation des actifs et des passifs du groupe Osiatis. L'ajustement de l'allocation initiale du prix d'acquisition a entraîné une augmentation non significative du bilan présentée à la note 2.2.

Changements sur la situation financière consolidée

(en milliers €)	31 déc. 2013 (retraité)	31 déc. 2013 (publié)
Actif		
Écarts d'acquisition	331 632	331 490
Immobilisations financières	18 248	18 011
Impôts différés Actif	23 859	23 636
Passif		
Provisions LT	4 105	3 105
Provisions CT	37 676	36 779
Fournisseurs et autres créditeurs courants	687 607	688 889

Les modifications du bilan au 31 décembre 2013 sont issues de la revue du bilan d'ouverture d'OSIATIS.

Changements sur le compte de résultat consolidé

(en milliers €)	30 juin 2013 (retraité)	30 juin 2013 (publié)
Frais de personnel	(113 572)	(113 759)
Dotations aux amortissements et provisions	2 065	(9)
Impôts et taxes d'exploitation	(4 379)	(5 936)
Perte nette de valeur sur actifs courants et non courants	(2 663)	(589)
Résultat financier	(2 501)	(2 314)
Impôts	(7 220)	(5 663)

Les reclassements sur le résultat du premier semestre 2013 sont de la même nature que ceux décrits dans le rapport annuel 2013 et concernent :

- 1 557 milliers d'euros de reclassement de la contribution sur la valeur ajoutée (CVAE) en Impôt.
- 2 074 milliers d'euros de reclassement des provisions pour risque liées à l'activité Gestion Administrative et Financière vers les dépréciations sur les encours de location.
- 187 milliers d'euros de part financière de la provision pour départ en retraite vers le résultat financier.

1.5. Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés simplifiés du groupe Econocom implique que le groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne des hypothèses jugées réalistes ou raisonnables. Certains faits ou circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres ou résultat net du groupe.

De façon générale, les principales méthodes comptables impliquant de recourir à des estimations sont les suivantes :

- dépréciation des écarts d'acquisition,
- évaluation des intérêts résiduels,
- évaluation des provisions.

À la date à laquelle les états financiers consolidés simplifiés ont été examinés par le Conseil d'Administration, celui-ci considère que ces estimations intègrent dans la mesure du possible toutes les informations dont il dispose.

1.6. Variations saisonnières

Les produits et ventes nets intermédiaires des activités sont hautement saisonniers en raison du fort niveau d'activité enregistré au cours du dernier trimestre de l'année. Conformément aux principes comptables régissant les IFRS, les ventes nettes intermédiaires sont comptabilisées selon les mêmes principes que ceux appliqués aux ventes nettes arrêtées en fin d'exercice.

2. VARIATION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1. Entrée dans le périmètre de consolidation sur le premier semestre 2014

Création de Digital Dimension

Le 6 janvier 2014, le groupe a investi aux côtés de Georges Croix dans Digital Dimension, société spécialisée dans les solutions digitales innovantes en mode cloud. Au 30 juin 2014, le groupe détient 50,1 % du capital de Digital Dimension et consolide globalement la société au regard du nombre de droits de vote et du pacte d'actionnaires.

Digital Dimension est consolidée en intégration globale, le goodwill constaté sur l'opération est de 5 millions d'euros calculé en tenant compte de la quote-part des intérêts minoritaires dans Digital Dimension.

Acquisition de Rayonnance

Le 14 mai 2014, le groupe a acquis 70 % de la société Rayonnance, spécialiste des solutions mobiles en entreprise, pour un montant provisoire de 19,3 millions d'euros dont une part variable évaluée à 1,1 million d'euros et valorisée en fonction des perspectives de rentabilité de Rayonnance sur l'exercice 2014.

(en millions €) :

Quote-part de juste valeur des actifs et passifs identifiables attribuable au groupe	4,4
Goodwill	14,9
Prix d'acquisition	19,3

2.2. Évolution des écarts d'acquisition

La liste des écarts d'acquisition se décompose comme suit au 30 juin 2014 :

Pour les besoins des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition ont été alloués comme suit entre les différentes Unités Génératrices de Trésorerie (U.G.T.).

30 juin 2014 (en milliers €)	Gestion Administrative et Financière	Produits et Solutions	Services	Total
Écart d'acquisition au 1 ^{er} janvier 2014	108 686	14 851	207 954	331 490
Corrections sur bilan d'ouverture			142	142
Acquisitions et création d'entreprise			19 876	19 876
Ecart d'acquisition au 30 juin 2014	108 686	14 851	227 971	351 508

Au premier semestre 2014, Digital Dimension et Rayonnance ont été affectées à l'activité Services.

Des corrections ont été apportées sur les écarts d'acquisition d'Osiatis (activité Services) suite à la revue des balances d'ouverture.

3. INFORMATION SECTORIELLE

L'activité du groupe se décompose en 3 secteurs d'activités opérationnelles stratégiques agrégés :

- Gestion Administrative et Financière
- Services
- Produits et Solutions

Prenant acte de la transversalité de la mobilité, la direction ne suit plus individuellement le secteur Telecom, et affecte la contribution de cette activité pour partie à l'activité Produits et Solutions et pour partie à l'activité Services.

Le secteur « Activités diverses » regroupe l'ensemble des secteurs non reportables selon les dispositions d'IFRS 8.

Les chiffres de 2013 ont été modifiés pour être comparables à 2014 : certaines activités de distribution développées en 2013 au sein de l'activité Services ont été reclassées en Produits. Par ailleurs, en accord avec la présentation du résultat global du groupe, la CVAE a été classée en charge d'impôt.

Chiffre d'affaires et résultats sectoriels

Les transactions internes concernent :

- Des ventes de biens et services : le groupe s'assure que ces transactions soient conclues à des conditions de marché et qu'aucun montant significatif de marge interne ne soit stocké. Dans la plupart des cas, les biens et services internes achetés sont à leur tour revendus à un client externe. Certains services sont commercialisés avant d'être effectivement réalisés. Dans ce cas, le chiffre d'affaires est différé et enregistré au passif en « Autres passifs courants » ; en produits constatés d'avance.
- Des refacturations de frais de structure et de personnel.
- Des refacturations de frais financiers.

Le résultat sectoriel du groupe est le « Résultat opérationnel courant des activités ». Ce résultat sectoriel, retenu pour l'application d'IFRS 8, est l'indicateur utilisé en interne pour évaluer les performances des opérationnels et allouer les ressources.

Le « Résultat opérationnel courant des activités » correspond au Résultat opérationnel avant les autres charges et produits opérationnels et l'amortissement des incorporels issus d'opérations majeures (amortissement des marques et de la Clientèle ECS).

3.1. Informations par secteur d'activité opérationnelle

La contribution de chaque secteur d'activité opérationnelle aux comptes du groupe est détaillée ci-après :

(en milliers €)	Gestion Administrative et Financière	Produits et Solutions	Services	Total des secteurs opérationnels	Activités diverses	Total
1^{er} semestre 2014						
Chiffre d'affaires						
Chiffre d'affaires des clients externes	491 148	166 976	313 995	972 119	58	972 177
Chiffre d'affaires interne opérationnel	2 271	21 017	21 244	44 532		44 532
Total - Revenus des secteurs opérationnels	493 419	187 993	335 239	1 016 651	58	1 016 708
Résultat opérationnel courant des activités*	17 789	2 300	10 520	30 609		30 609
1^{er} semestre 2013						
Chiffre d'affaires						
Chiffre d'affaires des clients externes	489 572	155 865	146 808	792 245	29	792 274
Chiffre d'affaires interne opérationnel	4 159	13 594	16 417	34 170		34 170
Total - Revenus des secteurs opérationnels	93 731	169 459	163 225	826 415	29	826 444
Résultat opérationnel courant des activités*	19 989	2 541	2 575	25 105	(40)	25 065

*Avant amortissement des marques et de la clientèle ECS.

3.2. Information du chiffre d'affaires par zone géographique

Chiffre d'affaires par zone géographique (origine)

(en milliers €)	30 juin 2014	30 juin 2013
France	516 284	375 202
Benelux	155 043	187 978
Europe du Sud	177 985	158 834
Europe du Nord et de l'Est (dont Allemagne, Pays de l'Est, Royaume-Uni....) et Amériques	122 865	70 260
Total	972 177	792 274

4. ÉLÉMENTS DE VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

4.1. Stocks

(en milliers €)	30 juin 2014			31 déc. 2013		
	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net
Stocks de l'activité Gestion Administrative et Financière	7 568	(1 855)	5 713	8 188	(1 831)	6 357
Stocks de l'activité Services	26 170	(19 238)	6 932	24 900	(18 143)	6 757
Stocks de l'activité Produits et Solutions	15 327	(541)	14 786	7 710	(507)	7 203
Total	49 065	(21 634)	27 431	40 798	(20 481)	20 317

L'augmentation du stock Produits et Solutions, liée à une affaire ponctuelle en France, sera résorbée sur le second semestre.

4.2. Clients, autres débiteurs et autres actifs courants

(en milliers €)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Clients	658 937	662 922
Autres débiteurs	77 403	49 961
Clients et Autres Débiteurs	736 340	712 883

Clients

(en milliers €)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Clients - valeur brute	701 860	705 387
Dont Clients refinanceurs	91 418	187 021
Dont Autres Clients	610 442	518 366
Perte de valeur sur créances douteuses	(42 923)	(42 465)
Valeur nette	658 937	662 922

Les Clients refinanceurs sont des établissements financiers, filiales de banque. Les autres clients sont les clients finaux du groupe, principalement entreprises et administrations de la zone euro. Les pertes de valeur sur créances douteuses comprennent les dépréciations de créances litigieuses, les dépréciations sur créances échues et les provisions sur encours autoportés ou refinancés avec recours.

30 juin 2014 (en milliers €)	Valeur nette comptable	Créances non échues	Créances			
			Total	< 60 jours	60 < x < 90 jours	> 90 jours
Clients refinanciers	91 418	73 228	18 190	10 434	28	7 728
Autres clients	610 442	488 077	122 365	59 627	10 285	52 453
Perte de valeur sur créances douteuses	(42 923)	(12 693)	(30 230)	(200)	(230)	(29 800)
Total clients et comptes rattachés nets	658 937	548 612	110 325	69 861	10 823	30 381

4.3. Fournisseurs, autres créditeurs et autres passifs courants

(en milliers €)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Fournisseurs	477 353	494 556
Autres créditeurs	163 865	193 051
Total Fournisseurs et autres créditeurs	641 218	687 607

Les autres créditeurs se décomposent comme suit :

(en milliers €)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Dettes fiscales et sociales	150 696	177 398
Clients créditeurs	8 871	15 553
Instruments financiers passif	4 160	16
Autres	138	84
Total Autres créditeurs	163 865	193 051

Les autres passifs courants se décomposent comme suit :

(en milliers €)	30 juin 2014	31 déc. 2013
Produits constatés d'avance	119 513	133 243
Autres dettes	6 338	41 486
Divers passifs courants	3 313	3 461
Total Autres passifs courants	129 164	178 190

5. ÉLÉMENTS DE CAPITAUX PROPRES

5.1. Éléments sur le capital d'Econocom Group SA/NV

	Nombre d'actions			Valeur (en milliers d'euros)		
	Total	Autocontrôle	En circulation	Capital social	Prime d'émission	Autocontrôle
Au 31 décembre 2013	106 517 314	765 504	105 751 810	19 874	174 989	(6 062)
Émission						
Achats de titres d'autocontrôle		2 715 046	(2 715 046)			(22 191)
Conversion d'OCEANE par émission d'actions nouvelles	9 055 276		9 055 276	1 690	45 850	
Conversion d'OCEANE par livraison d'actions existantes		(4)	4			
Rachats et destructions d'OCEANE					(16 663)	
Levées d'options		(3 292 000)	3 292 000			26 809
Au 30 juin 2014	115 572 590	188 546	115 384 044	21 564	204 176	(1 444)

5.2. Plan d'options

Depuis 1998, il a été consenti au profit de certains membres du personnel salarié et de certains dirigeants et mandataires sociaux du groupe, des options d'attribution d'actions. Les principales caractéristiques de ces plans sont les suivantes :

Plans d'options	Options non encore exercées au 31.déc. 2013	Options exercées sur la période	Options non encore exercées au 30 juin 2014	Droits donnés en nombre d'actions (comparable)	Prix d'exercice (en euros)	Cours moyen de l'action au moment de l'exercice	Date limite d'exercice
2010	353 000	(353 000)			2,74	8,10	août 2015
	550 000	(470 000)	80 000	320 000	2,48	7,59	décembre 2014
2011	30 000		30 000	120 000	3,23		décembre 2015
	790 000		790 000	3 160 000	3,06		décembre 2016
2013	1 100 000		1 100 000	1 100 000	5,96		décembre 2018
Total	2 823 000	(823 000)	2 000 000	4 700 000			

5.3. Évolution des intérêts minoritaires

(en milliers €)

Au 31 décembre 2013	112
Constitution de Digital Dimension	5 990
Quote-part de situation nette sur Rayonnance attribuée aux minoritaires	1 923
Option croisée sur les titres de Rayonnance détenus par les minoritaires	(7 518)
Part de résultat attribuable aux minoritaires	(324)
Au 30 juin 2014	183

5.4. Résultat par action et résultat par action dilué

Le dénominateur utilisé au 30 juin 2014 pour le calcul du résultat par action s'élève à 108 331 999 actions (nombre moyen pondéré d'actions en circulation).

Le dénominateur utilisé au 30 juin 2014 pour le calcul du résultat dilué par action s'élève à 112 160 385 actions et ne tient pas compte des actions potentielles de l'ORNANE et de l'OCEANE. En effet, au 30 juin 2014 l'impact de ces obligations est relatif.

6. TRÉSORERIE NETTE BANCAIRE ET ENDETTEMENT NET

En raison de la saisonnalité de la trésorerie, la comparaison avec le 30 juin 2013 est la plus pertinente.

(en milliers €)	30 juin 2014	30 juin 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	135 027	67 196
Lignes et emprunts bancaires	(89 699)	(30 083)
Trésorerie nette bancaire	45 328	37 113
Dettes obligataire convertible	166 282	80 146
Dettes sur contrats avec recours	39 893	32 323
Dettes sur créances d'affacturages avec recours	11 434	4 205
Autres dettes dont crédit-bail immobilier	3 294	3 071
Endettement net	175 575	82 632

La variation de l'endettement net au 30 juin 2014 par rapport au 30 juin 2013 s'explique notamment par l'acquisition d'Osiatis et la mise en place d'une société de refinancement interne.

6.1. Principaux éléments constituant les variations de la trésorerie

(en milliers €)	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013 (retraité)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(94 785)	(19 442)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(47 266)	(8 274)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	126 214	15 495
Incidence des différences de change sur la trésorerie	726	(433)
Variation de la trésorerie (d+e+f+g)	(15 111)	(12 655)
Trésorerie au début de l'exercice	150 139	79 806
Variation de la trésorerie	(15 111)	(12 655)
Trésorerie à la clôture de la période	135 028	67 151

Détail des flux de trésorerie nets affectés aux opérations d'investissement

Les flux nets de trésorerie sur les opérations d'investissement s'expliquent principalement par :

- un flux net de décaissement sur les acquisitions de 37,4 millions d'euros liés au paiement du solde du crédit-vendeur lié à l'acquisition d'Osiatis et à l'acquisition de Rayonnance par Digital Dimension,
- les flux d'investissement dans les infrastructures et projets informatiques du groupe pour 9,9 millions d'euros.

Détail des flux de trésorerie nets affectés aux opérations de financement

L'augmentation des emprunts et dettes financières diverses au premier semestre 2014 résulte principalement de :

ORNANE

(en milliers €)

Valeur initiale de la composante « dette » de l'ORNANE	163 310
Valeur initiale du dérivé incorporé de l'ORNANE	9 441
Frais d'émission de l'emprunt	2 249
Flux d'émission de l'ORNANE	175 000

Le 8 janvier 2014, le groupe a émis un emprunt obligataire de type ORNANE (à option de remboursement en numéraire et/ou en actions nouvelles et/ou existantes), d'un montant nominal de 175 millions d'euros à échéance en 2019.

Les obligations portent intérêt à un taux nominal annuel de 1,5 %, payable annuellement à terme échu le 15 janvier de chaque année. Elles ont été émises à 100 % du nominal (soit 10,60 euros par obligation) et, à moins qu'elles n'aient déjà été remboursées, converties ou rachetées, seront remboursées en numéraire le 15 janvier 2019, au prix de 105,26 % du nominal, correspondant à une prime sur le cours de l'action à l'émission et un prix de conversion effectifs de respectivement 40 % et 11,16 euros.

L'ORNANE est une obligation convertible qui associe les investisseurs à la progression du cours de bourse par l'attribution d'une prime de surperformance qui représente la différence entre le cours de bourse à la date de maturité et la valeur nominale de l'obligation. Le nombre d'actions Econocom qui devra être émis pour rembourser la dette, peut varier en fonction du cours de l'action et de l'option de paiement (numéraire et/ou actions) que le groupe retiendra.

Ce facteur de variabilité est enregistré en IFRS à travers un passif réévalué à la juste valeur à chaque arrêté et la variation de la juste valeur a été reclassée en Capacité d'autofinancement.

OCEANE

L'annonce du remboursement anticipé des OCEANE a donné lieu à une conversion massive des OCEANE en actions. Compte tenu des rachats effectués préalablement le flux de décaissement global s'analyse de la façon suivante :

(en milliers €)

Impact des rachats d'OCEANE en diminution de la dette	(30 910)
Impact des rachats d'OCEANE en diminution des capitaux propres	(15 536)
Charges financières sur les rachats d'OCEANE	(1 057)
Flux de rachats des OCEANE	(47 503)

La charge financière sur les rachats d'OCEANE est calculée par différence entre la juste valeur de la composante dette de l'OCEANE en date de rachat et la valeur de cette dette au bilan.

La différence entre le montant décaissé pour le rachat des OCEANE et la juste valeur de la composante dette a été affectée à la composante « capitaux propres » de l'OCEANE et, à ce titre, imputée en capitaux propres.

7. JUSTE VALEUR DES PASSIFS FINANCIERS

La valeur de marché des instruments dérivés est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice.

(en milliers €)

Rubriques du bilan	Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Valeur comptable
Passifs non courants et courants portant intérêt	310 601		310 601
Emprunts bancaires	78 331		78 331
Obligation convertible	166 282		166 282
Dettes de location financement	43 277		43 277
Découverts bancaires	696		696
Autres emprunts	22 015		22 015
Passifs non courants ne portant pas intérêt	2 046	18 946	20 992
Engagement brut de valeurs résiduelles financières	48 711		48 711
Fournisseurs	477 353		477 353
Autres créditeurs et autres passifs courants	166 598	6 928	173 526
Total des passifs financiers	1 005 309	25 874	1 031 183

Les passifs non courants ne portant pas intérêt estimés et la juste valeur correspondent aux dettes d'acquisitions à plus d'un an.

Les autres créditeurs à la juste valeur sont pour 4,2 millions d'euros le dérivé relatif à l'ORNANE (juste valeur de niveau 2), et pour le solde des dettes d'acquisitions.

À la valeur de marché observable, la juste valeur de l'ORNANE s'élève à 185,2 millions d'euros au 30 juin 2014.

Au vu des informations détenues par la société, la juste valeur des autres passifs financiers s'assimile à la valeur comptable.

8. RÉSULTAT FINANCIER

(en milliers €)	S1 2014	S1 2013 (retraité)
OCEANE - Charges d'intérêts	(1 094)	(2 200)
OCEANE - Amortissement accéléré des frais d'émission	(822)	
OCEANE - Perte sur rachat	(1 057)	
ORNANE - Charges d'intérêts	(2 973)	
ORNANE - Variation de juste valeur du dérivé	5 282	
Charges de dettes long terme	40	(91)
Variation du coût actuariel des provisions pour engagements de retraite	(387)	(187)
Autres produits et charges financières	12	(23)
Résultat financier	(999)	(2 501)

Les éléments non récurrents du résultat financier composés, des charges de l'OCEANE et de la variation de juste valeur du dérivé de l'ORNANE représentent un produit de 2,3 millions d'euros.

9. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

(en milliers €)	S1 2014	S1 2013
Coûts liés à des réorganisations	(4 893)	(2 212)
Coûts d'acquisition	(191)	
Autres charges	(915)	
Autres charges opérationnelles	(5 999)	(2 212)
Autres produits opérationnels	303	
Total	(5 696)	(2 212)

10. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans cette annexe. Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les principales opérations avec les sociétés dans lesquelles le Président du Conseil d'Administration est membre du Conseil d'Administration.

La société Econocom International NV, dont Jean-Louis Bouchard est Président, a facturé à Econocom Group SA/NV et à ses filiales des prestations de direction et d'animation du groupe pour un montant de 1,4 million d'euros au premier semestre 2014 (2,2 millions d'euros pour l'année 2013).

En juin 2014, la SCI Dion-Bouton, propriétaire de l'immeuble de Puteaux a perçu 2,2 millions d'euros au titre des loyers de l'ensemble de l'année 2014. Un dépôt de garantie de 2,1 millions d'euros a été versé à la SCI Dion-Bouton en 2012 pour la durée du bail.

En juin 2014, les charges de garantie et de refinancement reversées à Ecofinance International se sont élevés à 0,3 million d'euros contre 0,2 million d'euros en 2013.

Les transactions avec la SCI Maillot Pergolèse propriétaire des locaux situés à Clichy, concernent des loyers du premier semestre 2014, pour 0,3 million d'euros.

11. ÉVÈNEMENTS POST CLÔTURE

Depuis le 30 juin 2014, le groupe Econocom a poursuivi sa stratégie d'acquisitions ciblées portant à quatre le nombre d'opérations réalisées depuis le mois de mai.

Après l'acquisition de 70 % du capital de Rayonnance en mai 2014, la société Digital Dimension a acquis en juillet 80 % de la société ASP Serveur, acteur de référence dans la mise à disposition de solutions cloud public et privé destinées aux entreprises. ASP Serveur est propriétaire de son infrastructure et dispose d'un data center éco-performant de dernière génération. La société a réalisé un chiffre d'affaires de 3,5 millions d'euros, notamment auprès de grands comptes dans les domaines du e-commerce et des utilities, et dans le secteur public. Le solde du capital (20 %) reste détenu par le fondateur de la société, Sébastien Enderle, qui est nommé Président et continuera à exercer son rôle opérationnel au sein de l'organisation. Digital Dimension prévoit de nouvelles acquisitions en 2014 et confirme son plan de développement pour atteindre 120 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel à l'horizon 2016.

Econocom a également acquis en juillet dernier le fonds de commerce de la société Comiris, spécialiste français des outils collaboratifs et de visioconférence. Le groupe renforce ainsi son pôle outils collaboratifs, Communication Unifiée, intégration réseaux et sécurité, en forte croissance. Créée en 1999, Comiris a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires de 13 millions d'euros auprès de grands comptes et entreprises publiques.

Enfin, la société Interadapt, dans laquelle Econocom détient une participation stratégique, a acquis en août 100 % de la société brésilienne Syrix (5,3 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2013), spécialiste de la gestion de la performance des applications, des infrastructures et de solutions cloud. Cette opération renforce la présence du groupe sur un marché brésilien des Services IT en plein développement.

Ces opérations s'inscrivent dans le plan Mutation 2017 annoncé en 2013, et renforcent les positions du groupe sur des marchés et pays à fort potentiel.

econocom